



Manuel d'évaluation par des pairs

DU CONSEIL DES ARTS DU MANITOBA

Conseil des arts du Manitoba

93, avenue Lombard, bureau 525

Winnipeg (Manitoba) R3B 3B1

T: 204-945-2237

Sans frais au Manitoba:

1-866-944-ARTS (2787)

helpdesk@artscouncil.mb.ca

conseildesarts.mb.ca

Table des matières

Aperçu	2
Vision	2
Mission	2
Valeurs	2
Excellence	2
Diversité	2
Innovation	3
Gouvernance et structure administrative	3
Conseil d'administration	3
Personnel des programmes	3
Importance de l'évaluation par des pairs	4
Aperçu du processus d'attribution de subventions	4
Sélection des évaluateurs	5
Le processus d'évaluation	7
Évaluations en langue française	7
Mandat des évaluateurs	8
Conflits d'intérêts	8
Confidentialité	9
Renseignements de nature publique	10
Rôles et responsabilités	10
Responsabilités des évaluateurs	10
Rôle du consultant de programmes	11
Demandes refusées	12
Processus d'appel	12

APERÇU

Le Conseil des arts du Manitoba (CAM) est un organisme indépendant du gouvernement provincial, établi en 1965 en vertu de Loi sur le Conseil des arts afin « d'encourager l'étude, l'accessibilité et la réalisation ou l'exécution de travaux d'art ». Le CAM décerne des prix à des individus, des groupes et des organismes dans toutes les disciplines artistiques, y compris le théâtre, la danse, la musique, les arts littéraires, les arts médiatiques, les arts visuels et les métiers d'art. Par le biais de ces subventions, le CAM cherche à établir un équilibre entre les besoins des infrastructures actuelles des arts et l'appui à de nouvelles directions artistiques. Le CAM se consacre à la préservation, au soutien et à la promotion des arts en tant qu'activité essentielle à la qualité de vie de tous les résidents du Manitoba.

Le CAM s'est doté de structures et politiques de gouvernance permettant de veiller à ce que les fonds soient distribués de façon objective, transparente et équitable. Les subventions sont accordées sur la base de demandes présentées en vertu de programmes comportant des lignes directrices publiées; les décisions passent par un processus d'évaluation par des pairs, le critère principal étant la valeur artistique.

Le présent document précise les buts et les processus d'évaluation par des pairs. Il comprend également des renseignements sur les politiques du Conseil en matière de conflits d'intérêt et de confidentialité, deux éléments de base d'un processus d'évaluation équitable et transparent. Ces politiques ont été mises au point pour rassurer le public quant à l'intégrité du processus d'évaluation par des pairs et l'impartialité du CAM.

Vision

Le Manitoba, une province où les arts et la culture sont au cœur de la vie communautaire.

Objectif

Le CAM fournit les moyens financiers nécessaires à la création et au partage des arts et de la culture au profit de tous les Manitobains.

Valeurs

Équité

Le CAM s'efforce d'offrir du financement, des programmes et des politiques qui sont équitables pour tous. Nous reconnaissons que certains groupes font face à des obstacles et que, pour ces groupes, atteindre l'équité peut nécessiter des mesures ciblées.

Diversité

Le CAM accepte les différences qui existent entre tous les Manitobains et cherche à ce que cette diversité soit représentée dans les œuvres que nous appuyons.

Créativité

Le CAM apprécie l'expression originale des idées dans le travail que nous faisons et dans les projets que nous sommes fiers de financer.

Collaboration

Le CAM cherche à établir des partenariats afin d'utiliser efficacement nos ressources, atteindre des objectifs communs et maximiser notre impact. Nous valorisons une approche collaborative dans le travail des bénéficiaires de subventions du CAM.

Obligation de rendre des comptes

Le CAM est toujours à l'écoute des intervenants et prend des décisions au nom des citoyens du Manitoba.

Gouvernance et structure administrative

Conseil d'administration

Le CAM est dirigé par un conseil d'administration de 9 membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour un mandat. Ce conseil d'administration (« le Conseil ») élabore des politiques avantageuses pour les arts et le public manitobain, se fondant entre autres sur les opinions de la collectivité et des principaux intervenants. Le Conseil a l'autorité et la responsabilité d'approuver l'utilisation de fonds liés à la réalisation de son mandat et à la protection de la confiance du public. Le Conseil est aussi responsable de l'embauche d'un directeur général qui met en œuvre les politiques et voit au fonctionnement général du Conseil.

Personnel des programmes

Une équipe de consultants de programmes spécialisés dans diverses disciplines artistiques est chargée de la création, de l'évaluation, de l'élaboration et de la prestation de tous les programmes du Conseil. Ces consultants de programmes fournissent aussi au public des renseignements sur les programmes du Conseil, prennent des décisions sur l'admissibilité des candidats conformément aux lignes directrices publiées à cet effet, font de la consultation auprès des candidats, recommandent des évaluateurs et facilitent le processus d'évaluation. Les administrateurs de programmes jouent un rôle décisif dans la prestation des programmes, notamment la coordination de la réception des demandes de subvention et leur distribution aux évaluateurs, l'aide lors de la planification et du déroulement des réunions de comité, le maintien à jour de la base de données des clients, le maintien des fichiers électroniques et papier et le traitement de la correspondance.

Importance de l'évaluation par des pairs

L'évaluation par des pairs est la pierre angulaire du processus d'attribution de subventions du CAM. En sa qualité de gestionnaire de fonds publics, le Conseil cherche à utiliser ses ressources le plus judicieusement possible. Les décisions concernant la valeur artistique et les répercussions et la faisabilité d'un projet sont complexes et dépendent de la perspective esthétique et culturelle des évaluateurs, ainsi que de leur expérience artistique. Afin de veiller à ce que ces décisions soient prises équitablement et qu'elles reflètent les collectivités desservies, le CAM se fie à l'évaluation par des pairs.

Ces pairs évaluateurs sont des artistes qualifiés ou des professionnels des arts dont l'expérience et les connaissances sont pertinentes aux demandes qu'ils analysent. Ce sont des individus capables de faire des évaluations comparatives, en toute connaissance de cause, du bien-fondé des demandes de subvention et d'offrir des conseils sur les priorités de financement. En confiant à des pairs les décisions d'attribution de subventions, le CAM fait participer la communauté artistique à ses activités de façon directe, tout en prenant des décisions indépendamment du gouvernement et des intérêts concurrentiels des candidats.

Le processus d'attribution de subventions

Le CAM se sert de l'évaluation par des pairs de la façon exposée ci-après :

Les comités d'évaluations constituent la principale méthode d'évaluation des demandes de subvention. Des artistes professionnels représentatifs et, parfois, d'autres professionnels des arts se constituent en groupe afin de passer en revue les demandes de subventions et d'en discuter le bien-fondé. Les deux groupes classent les demandes selon les critères énoncés dans les lignes directrices des programmes.

Les montants des subventions sont déterminés par les évaluateurs en fonction du classement des demandes. Les décisions des comités d'évaluation, y compris les montants des subventions, sont finales.

Des évaluateurs indépendants/externes sont appelés à produire une évaluation écrite d'une demande quand on estime que le comité d'évaluation ne possède pas les compétences particulières à une langue ou à une pratique artistique. Le CAM retient également les services **d'évaluateurs de spectacles**, qui assistent à des activités des arts de la scène organisées par des organismes recevant un soutien de fonctionnement afin d'en faire rapport. Ces évaluations sont portées à l'attention du comité d'évaluation et aident à compléter l'analyse des évaluateurs.

Une évaluation interne est effectuée par les consultants de programmes dans le cas de certains programmes afin de répondre aux demandes limitées dans le temps. Ces programmes imposent des restrictions sur les montants des subventions.

Sélection des évaluateurs

Le CAM s'est doté d'un processus d'évaluation par des pairs pour que les candidats aient l'assurance que leurs demandes sont évaluées de façon équitable. Ce processus permet aux Manitobains de s'en remettre en toute confiance à une gestion responsable, efficace et transparente des fonds publics.

Afin de bénéficier d'une diversité d'opinions et d'expressions artistiques, le CAM s'est constitué une grande base de données de jurés possibles du Manitoba et de toutes les régions du Canada. Toute personne qui possède un profil actif sur le système de demandes en ligne du CAM est comprise dans cette base de données. Si vous n'avez pas de profil et que vous souhaitez être considéré, nous vous invitons à soumettre un profil d'évaluateur afin de faire inclure votre nom dans cette base de données. Cette base de données est également étoffée en consultation avec des organismes provinciaux de service dans le domaine des arts, des agences de financement d'autres provinces, des évaluateurs actuels et anciens et d'autres artistes professionnels.

Ayant examiné attentivement les mises en candidature d'évaluateurs en fonction de la date limite d'un programme donné, le consultant de programmes dresse une liste préliminaire d'évaluateurs potentiels. Cette liste comprend des individus spécialisés dans les catégories d'expression artistique pertinentes à la date limite du programme en question, compte tenu des conflits d'intérêts possibles. Les évaluateurs potentiels doivent être en mesure de faire une évaluation équitable et juste des styles et pratiques artistiques, et capables de travailler en groupe de manière efficace. Les comités d'évaluation peuvent être composés d'individus d'une discipline artistique ou de plusieurs, selon la nature du programme et des candidats.

Le CAM s'est engagé à assurer la diversité critique dans le processus décisionnel. La diversité critique permet de veiller à ce que la réflexion sur l'excellence artistique tienne compte de différentes perspectives dans un contexte plus large.

Les consultants de programmes s'efforcent de s'assurer que chaque comité d'évaluation représente équitablement et adéquatement les candidats en matière des éléments suivants :

- l'âge
- le sexe
- la région
- les langues officielles
- l'indigénéité
- la diversité culturelle
- l'incapacité
- l'appartenance au groupe des personnes sourdes
- l'appartenance à une autre collectivité mal desservie

La liste des évaluateurs potentiels est ensuite examinée par la direction du Conseil et modifiée selon les besoins. Une fois la liste préliminaire approuvée, l'administrateur du programme vérifie la disponibilité des évaluateurs pour ensuite constituer un comité d'évaluation. La composition exacte du groupe final des évaluateurs dépend de la disponibilité des personnes concernées. Le directeur général ou le consultant principale approuve la liste finale des évaluateurs de chaque comité. Comme le CAM rembourse les frais de déplacement pour les évaluateurs qui doivent se déplacer de leur ville/village pour siéger à un comité d'évaluation, ce paramètre financier joue sur la taille des comités ainsi que sur le nombre d'évaluateurs de l'extérieur au cours d'une année donnée. En cette période de distanciation physique, le CAM organise des comités de façon virtuelle via Zoom et pourrait continuer de faire appel à des évaluateurs de l'extérieur de la province de cette façon à l'avenir.

Chaque année, le CAM fait appel à des évaluateurs pour faire partie d'une cinquantaine de comités d'évaluation, n'embauchera généralement pas un évaluateur qui a siégé à un comité au cours des deux dernières années.

Le processus d'évaluation

Tous les évaluateurs ont accès en ligne aux demandes à évaluer et au matériel d'appoint avant que le comité se réunisse. Les évaluateurs font une évaluation préliminaire en ligne avant la réunion. Cette évaluation, qui servira de base aux délibérations du groupe, évolue habituellement au cours d'une réunion du comité.

En tant que groupe, les évaluateurs discutent de chaque demande pour faire part de leurs perspectives individuelles quant au bien-fondé de la demande et pour en arriver à une décision relative au financement. Les évaluateurs doivent noter les demandes; ces notes produiront en fin de compte un classement cumulatif des demandes. Les subventions sont alors attribuées sur la base de ce classement. Les évaluateurs doivent approuver par écrit les subventions et les classements découlant des évaluations.

Le processus d'évaluation est facilité par le consultant de programmes, qui est chargé de voir à ce que chaque demande soit étudiée à fond. Le document Notes à l'intention des évaluateurs, qui explique le processus d'évaluation, est présenté au début de chaque réunion de comité d'évaluation. À la fin des délibérations du comité, les évaluateurs remplissent un questionnaire en ligne. Cela permet au Conseil d'évaluer le processus d'attribution de subventions, de même que ses programmes et son personnel.

Le Conseil accepte les décisions du comité d'évaluation comme étant finales et ratifie les recommandations de subventions.

Habituellement, les candidats sont informés des décisions dans les trois mois suivant la date limite d'un programme donné.

Évaluations en langue française

Lorsqu'une demande est présentée en français, le CAM cherchera à retenir les services d'un évaluateur bilingue qui connaît bien la discipline. Certaines parties des demandes présentées en français seront traduites vers l'anglais pour le travail du comité d'évaluation, le texte d'origine leur étant également fourni. L'échantillon artistique n'est pas traduit. Une évaluation écrite en français peut également être effectuée par un évaluateur externe et traduite vers l'anglais; les évaluations en français et en anglais seront remises au comité d'évaluation. Lorsque le nombre de demandes présentées en français le justifie (deux ou plus), le Conseil verra à ce qu'au moins deux évaluateurs bilingues siègent aux réunions du comité d'évaluation. Dans la mesure du possible, le Conseil choisira des évaluateurs bilingues, à la lumière de l'expérience et des connaissances du domaine particulier dont il est question. Le Conseil veille à sélectionner des évaluateurs qui comprennent les défis de la communauté francophone du Manitoba et qui y sont sensibles. Advenant que, dans le cadre d'un programme particulier, les demandes présentées en français constituent plus de 50 %

de l'ensemble des demandes, le Conseil cherchera à constituer un comité d'évaluation francophone.

Lorsqu'une partie d'une demande de subvention doit être traduite, le candidat peut soit demander au Conseil de fournir la traduction ou embaucher un traducteur de son choix et se faire rembourser. Ces options sont décrites dans les lignes directrices publiées.

Mandat des évaluateurs

Tous les évaluateurs signent des ententes portant sur les conflits d'intérêts et la confidentialité. Ces politiques sont décrites ci-dessous.

L'admissibilité de chaque candidat est déterminée par le consultant de programmes avant que les évaluateurs se réunissent; cette question ne fait donc pas partie des délibérations des évaluateurs. Dans tous les cas, on demande aux évaluateurs de limiter leurs délibérations au bien-fondé de chaque demande. Ils n'ont pas à tenir compte des besoins financiers ou des antécédents de subvention du candidat.

Les critères de l'attribution d'une subvention sont la valeur artistique, les répercussions et la faisabilité de la demande. Les autres critères pris en compte peuvent comprendre la valeur éducative ou le bien-fondé du projet. Ces critères sont pondérés différemment selon les programmes. Les œuvres à valeur artistique se caractérisent souvent par des qualités telles que l'expérimentation, la clarté, le dynamisme, la pertinence et l'intégrité culturelle, mais le CAM reconnaît que le concept de la valeur artistique est en constante évolution et que les décisions fondées sur l'esthétique varient d'un évaluateur à l'autre.

Le Conseil peut donner des rétroactions aux candidats, selon les recommandations du comité d'évaluation sur demande.

Conflits d'intérêts

Aux fins de l'évaluation par des pairs, le CAM définit les « conflits d'intérêts » comme étant à caractère technique ou apparent. Un conflit d'intérêts technique est une situation dans laquelle un évaluateur pourrait bénéficier d'une décision qu'elle soit à l'avantage ou non du candidat. Ce bénéfice pourrait être de nature personnelle, professionnelle ou financière. Un conflit d'intérêts apparent est une situation dans laquelle un évaluateur pourrait être perçu comme ayant un parti pris envers ou contre une demande.

Les évaluateurs sont avisés des règlements sur les conflits d'intérêts et remplissent à cet effet le formulaire en ligne d'acceptation des évaluateurs avant de siéger à un comité d'évaluation. Les évaluateurs doivent communiquer avec le consultant de programmes au sujet de tout conflit d'intérêts possible.

Les consultants de programmes étudient la nature et la portée de tout conflit d'intérêts déclaré par un évaluateur. S'il y a conflit, le consultant de programmes peut mettre fin à la participation de l'évaluateur au comité. Toute implication discutable d'un membre d'un comité d'évaluation sera résolue en faveur de la crédibilité du Conseil auprès de la collectivité.

Si le consultant de programmes trouve qu'un conflit d'intérêts possible peut être géré sans révoquer la nomination de l'évaluateur au comité et que sa participation s'avère essentielle, l'évaluateur :

- fera état du conflit pendant la réunion;
- se retirera de la réunion pendant les délibérations sur la demande en question;
- ne tentera pas d'influencer la décision du comité d'évaluation au sujet de cette demande.

Quand un évaluateur déclare un conflit d'intérêts, celui-ci est noté dans la Feuille de classement finale, qui présente les résultats de la réunion. La feuille est signée et datée par les évaluateurs, le consultant de programmes et le directeur général.

Les membres du Conseil et le personnel du CAM sont également liés par ces politiques sur les conflits d'intérêts en raison de leurs rôles dans l'élaboration de politiques et la ratification et l'attribution de subventions. Avant d'être nommée au Conseil, toute personne retenue en vue d'une nomination au Conseil ou comme membre du personnel doit déclarer par écrit tout conflit d'intérêts possible. Ces déclarations par écrit doivent être mises à jour annuellement ou à mesure que des conflits d'intérêts surviennent. Les politiques sur les conflits d'intérêts auxquelles doivent se conformer le Conseil et le personnel du CAM sont disponibles sur demande.

Confidentialité

La politique sur la confidentialité du CAM vise à protéger les candidats qui font appel à ses programmes, les évaluateurs et l'intégrité du processus d'évaluation par des pairs. Plus particulièrement, cette politique protège les renseignements personnels des candidats, met les évaluateurs à l'abri de représailles et protège le système d'attribution de subventions contre des allégations non fondées de favoritisme et d'utilisation abusive de renseignements personnels.

Les évaluateurs s'engagent à la confidentialité qui leur interdit de divulguer qu'ils ont été choisis comme évaluateurs pour un prochain comité d'évaluation. Ils ne peuvent communiquer avec les candidats ni avant ni après les délibérations du comité et ne peuvent dévoiler quelque information que ce soit au sujet des délibérations et décisions du comité. Advenant qu'un candidat communique avec un évaluateur au sujet d'une décision, ce dernier devra le référer au bureau du CAM et avertir dans les plus brefs délais le consultant de programmes affecté à ce dossier.

Tout manquement à l'obligation de confidentialité pourrait donner lieu à l'exclusion de la participation au comité d'évaluation.

Au moment de leur nomination ou embauche, tous les membres du Conseil et le personnel du CAM signent un Engagement de confidentialité, leur interdisant de dévoiler les affaires privées du Conseil ou de ses clients. Cette restriction est en vigueur tant pendant l'exercice des fonctions de tout signataire que par après, et de façon permanente. Tout abus de confiance est considéré comme une grave infraction. Un membre du personnel déclaré coupable sera sanctionné et pourrait être renvoyé. Dans le cas d'un membre du Conseil, le président fera rapport au ministre de tout abus de confiance et lui demandera de prendre en considération son renvoi ou l'annulation de son mandat.

Renseignements de nature publique

Les noms des candidats et les montants des subventions attribuées sont affichés sur Internet. Les noms des candidats n'ayant pas reçu de subvention ne sont pas rendus publics. Tous les évaluateurs à qui on a fait appel au cours d'un exercice financier sont répertoriés par ordre alphabétique dans le rapport annuel de chaque année. Les évaluateurs, le personnel et les membres du Conseil ne peuvent divulguer aucun autre renseignement.

En sa qualité d'organisme gouvernemental, le CAM est régi par la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*. Cette loi permet à quiconque de demander accès à des documents, de la correspondance, des demandes et des rapports, tout particulièrement en ce qui a trait aux dossiers d'un candidat. Toutefois, particulièrement en ce qui a trait à des renseignements provenant de tiers, des exemptions en vertu de la loi s'appliquent à moins que tout tiers concerné donne son accord au dévoilement des renseignements demandés.

Rôles et responsabilités

Responsabilités des évaluateurs

Un évaluateur doit posséder un profil actif sur le système d'octroi de subventions en ligne du CAM. Les personnes qui possèdent déjà un profil de candidat actif peuvent automatiquement être considérées comme évaluateurs potentiels et, ainsi, n'ont pas à créer un profil d'évaluateur distinct.

Avant d'examiner les demandes de subvention ou les mises en candidature à des prix, les évaluateurs devront indiquer leur accord avec les garanties du CAM visant à préserver l'intégrité de notre processus d'évaluation par des pairs et à assurer que les données de nos clients sont traitées de façon confidentielle.

Le comité d'évaluation doit sélectionner les demandes qui reflètent le plus haut degré de valeur parmi les demandes qu'il évalue. Ce processus tient compte des exigences suivantes :

- Les évaluateurs doivent lire et étudier à l'avance tous les documents reçus (demandes et matériel d'appoint) afin qu'ils soient prêts à examiner pleinement chaque demande individuelle une fois arrivés à la réunion. Ce travail préparatif comprend la lecture et la compréhension des lignes directrices des programmes.
- Les évaluateurs doivent pouvoir évaluer le travail de tiers, exprimer leurs opinions et débattre poliment dans un contexte de prise de décisions en groupe.
- Les évaluateurs doivent être ouverts, pouvoir s'exprimer clairement et s'engager à prendre des décisions consensuelles pendant l'étude de chaque demande. En l'absence de consensus, la décision majoritaire est communiquée au consultant de programmes.
- Les évaluateurs doivent se conformer au Code d'éthique du Conseil et doivent dévoiler tout conflit d'intérêts et prendre les mesures qui s'imposent. On s'attend également à ce qu'ils expriment leurs préoccupations par écrit au directeur général du Conseil quant à l'intégrité des délibérations.

Rôle du consultant de programmes

Pendant le processus d'évaluation par des pairs, le consultant de programmes facilite la discussion et devient une personne-ressource pour le comité d'évaluation et se voit chargé des tâches suivantes :

- Remettre tout renseignement, document et matériel d'appoint aux évaluateurs avant la réunion. Si les évaluateurs ont besoin de matériel ou de renseignements supplémentaires, le consultant de programmes s'en chargera s'ils sont disponibles ou pertinents.
- Offrir tous les conseils dont les évaluateurs pourraient avoir besoin pour mener à bien le processus d'évaluation et s'assurer que l'objectif et le processus du programme sont bien compris par tous les membres du comité d'évaluation.
- Faciliter le processus d'évaluation. Le consultant de programmes aide à orienter les délibérations, mais s'abstient de toute opinion personnelle qui pourrait influencer les décisions des évaluateurs. Si, pour une raison quelconque, le consultant de programmes ne peut pas demeurer neutre à l'égard d'une demande donnée, il quittera la salle de réunion pendant la délibération.
- Aviser les membres des facteurs financiers une fois les demandes classées par ordre de mérite de sorte que les décisions relatives aux montants à octroyer soient prises en fonction des fonds disponibles.
- Prendre note des décisions du comité. Après la réunion, les évaluateurs autorisent ces décisions et recommandations dans la Feuille de classement finale. Les résultats sont ensuite communiqués à tous les candidats et au Conseil.

Demandes refusées

Bien que la valeur artistique, les répercussions et la faisabilité soit les critères principaux des évaluations, un comité d'évaluation peut refuser une demande pour de nombreuses raisons. Il faut comprendre que la concurrence est de calibre très élevé. Certaines des demandes recommandées à des fins de financement ne recevront ni la totalité ni une partie de la subvention souhaitée. Les demandes sont classées par le comité et subventionnées en fonction du budget alloué pour une date limite particulière. En cas d'insuffisance de fonds, les demandes peuvent être rejetées tout en reconnaissant leur valeur.

Processus d'appel

Les candidats qui ne reçoivent aucune subvention peuvent soumettre une nouvelle proposition de projet à un comité d'évaluation subséquent. Toutefois, si un candidat en appelle de la décision par écrit et que l'on détermine que sa demande n'a pas été étudiée conformément aux lignes directrices de l'évaluation par des pairs, le Conseil demandera au prochain comité d'évaluation d'évaluer la demande conformément aux procédures publiées par le Conseil.